



AFFAIRES PHARES

2022



Liste des affaires recommandées
par le Jurisconsulte et
approuvées par le Bureau

**Cour européenne
des droits de l'homme**

Mars 2023



NOTE

Une sélection des affaires les plus importantes traitées par la Cour (dénommées « affaires phares ») est effectuée chaque trimestre par le Bureau, sur recommandation du jurisconsulte (voir le titre I, chapitres II et III, du [règlement de la Cour](#) sur les rôles respectifs du Bureau et du jurisconsulte). Cette liste comprend la sélection des affaires phares pour 2022.

Les affaires sont répertoriées selon les articles et mots-clés pertinents de la Convention, puis présentées par État défendeur et nom des requérants. Elles sont également répertoriées sous le niveau d'importance « Affaires phares » dans la base de données HUDOC sur la jurisprudence de la Cour.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

Les arrêts de chambre non encore « définitifs » au sens de l'article 44 de la Convention sont signalés par la mention « (non définitif) ». En cas de renvoi d'un arrêt non définitif devant la Grande Chambre conformément à l'article 43, l'arrêt en question ne sera pas inclus dans la présente liste.

Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [ce document](#).

Article 44 § 2 – Arrêts définitifs

L'arrêt d'une chambre devient définitif

- a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre ; ou
- b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé ; ou
- c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

Article 43 – Renvoi devant la Grande Chambre

1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.
2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.
3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Sommaire

<u>AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ARTICLE</u>	<u>4</u>
<u>AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ÉTAT DÉFENDEUR</u>	<u>16</u>
<u>AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR REQUÉRANT</u>	<u>19</u>

Affaires présentées par article

ARTICLE 1

JURIDICTION DES ÉTATS

Refus de rapatrier des nationaux placés en détention dans des camps sous contrôle kurde après la chute de l' « État islamique » : *juridiction non établie quant au grief de mauvais traitements ; juridiction établie quant au droit d'entrer sur le territoire national*

H.F. et autres c. France [GC], nos 24384/19 et 44234/20, 14 septembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 2

VIE

Omissions et retards concrets des autorités nationales dans la conduite et l'organisation de l'opération de sauvetage de réfugiés naufragés dont certains sont morts : *violation*

Safi et autres c. Grèce, n° 5418/15, 7 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET MATÉRIEL)

Euthanasie de la mère du requérant, souffrant de dépression depuis environ quarante ans, conforme au cadre légal l'autorisant : *non-violation*

Mortier c. Belgique, n° 78017/17, 4 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ENQUÊTE EFFECTIVE

Absence de risque individuel réel en cas d'extradition d'Ouzbeks de souche vers le Kirghizistan : *l'extradition n'emporterait pas violation*

Safi et autres c. Grèce, n° 5418/15, 7 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

OBLIGATIONS POSITIVES (VOLET PROCÉDURAL)

Manque d'indépendance de la Commission contrôlant a posteriori toutes les euthanasies permettant au médecin qui a pratiqué l'acte de voter sur sa légalité et durée excessive de l'enquête pénale : *non-violation*

Mortier c. Belgique, n° 78017/17, 4 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 3

EXTRADITION

Absence de risque individuel réel en cas d'extradition d'Ouzbeks de souche vers le Kirghizistan : *l'extradition n'emporterait pas violation*

Khasanov et Rakhmanov c. Russie [GC], n°s 28492/15 et 49975/15, 29 avril 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Aucun risque de peine de perpétuité incompressible en cas d'extradition vers les États-Unis, la requérante pouvant prétendre à une libération conditionnelle par l'effet de la réduction des chefs d'inculpation : *irrecevable*

McCallum c. Italie (déc.) [GC], n° 20863/21, 21 septembre 2022

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Absence de preuve d'un risque réel que le requérant soit condamné à la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle s'il est extradé et reconnu coupable aux États-Unis : *non-violation*

Sanchez-Sanchez c. Royaume-Uni [GC], n° 22854/20, 3 novembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

TRAITEMENT DÉGRADANT

Fouilles corporelles sur des réfugiés naufragés, à leur arrivée sur une île grecque, obligés par les forces de l'ordre de se déshabiller en même temps et au même endroit, devant au moins treize personnes : *violation*

Safi et autres c. Grèce, n° 5418/15, 7 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Placement d'un mineur dans un centre d'accueil pour adultes, où il a été soumis à des conditions inadéquates pendant plus de quatre mois ainsi qu'à une procédure d'évaluation de son âge contraire à l'article 8 : *violation*

***Darboe et Camara c. Italie*, n° 5797/17, 21 juillet 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Aucun risque de peine de perpétuité incompressible en cas d'extradition vers les États-Unis, la requérante pouvant prétendre à une libération conditionnelle par l'effet de la réduction des chefs d'inculpation : *irrecevable*

***McCallum c. Italie (déc.)* [GC], n° 20863/21, 21 septembre 2022**

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Absence de preuve d'un risque réel que le requérant soit condamné à la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle s'il est extradé et reconnu coupable aux États-Unis : *non-violation*

***Sanchez-Sanchez c. Royaume-Uni* [GC], n° 22854/20, 3 novembre 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

TRAITEMENT INHUMAIN

Placement d'un mineur dans un centre d'accueil pour adultes, où il a été soumis à des conditions inadéquates pendant plus de quatre mois ainsi qu'à une procédure d'évaluation de son âge contraire à l'article 8 : *violation*

***Darboe et Camara c. Italie*, n° 5797/17, 21 juillet 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Aucun risque de peine de perpétuité incompressible en cas d'extradition vers les États-Unis, la requérante pouvant prétendre à une libération conditionnelle par l'effet de la réduction des chefs d'inculpation : *irrecevable*

***McCallum c. Italie (déc.)* [GC], n° 20863/21, 21 septembre 2022**

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Absence de preuve d'un risque réel que le requérant soit condamné à la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle s'il est extradé et reconnu coupable aux États-Unis : *non-violation*

***Sanchez-Sanchez c. Royaume-Uni* [GC], n° 22854/20, 3 novembre 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ENQUÊTE EFFECTIVE

Manquement, contraire au droit interne, à l'obligation de mener une enquête effective sur des allégations de menaces de mort qui auraient été proférées contre une victime de viol vulnérable par l'auteur des faits, son père : *violation*

***J.I. c. Croatie*, n° 35898/16, 8 septembre 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

PEINE INHUMAINE OU DÉGRADANTE

Conversion d'une peine de réclusion à perpétuité compressible infligée à l'étranger en une peine incompressible après le transfert du condamné vers son pays d'origine, celui-ci ne prévoyant pas de libération conditionnelle pour les condamnés à perpétuité : *violation*

***Kupinskyy c. Ukraine*, n° 5084/18, 10 novembre 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

DROITS ET OBLIGATIONS DE CARACTÈRE CIVIL

Absence de contrôle juridictionnel de la cessation prématurée, *ex lege*, consécutive à une réforme législative, du mandat de membre du Conseil national de la magistrature d'un juge en exercice de la Cour administrative suprême : *violation*

***Grzęda c. Pologne* [GC], n° 43572/18, 15 mars 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ACCÈS À UN TRIBUNAL

Absence de contrôle juridictionnel de la cessation prématurée, *ex lege*, consécutive à une réforme législative, du mandat de membre du Conseil national de la magistrature d'un juge en exercice de la Cour administrative suprême : *violation*

***Grzęda c. Pologne* [GC], n° 43572/18, 15 mars 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (pénal)

PROCÈS ÉQUITABLE

Utilisation aux fins de réexamen du montant d'une amende de documents bancaires produits sous peine d'astreinte jugée ne pas relever de la protection offerte par le droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination : *non-violation*

***De Legé c. Pays-Bas*, n° 58342/15, 4 octobre 2022 (non définitif)**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (administratif)

PROCÈS ÉQUITABLE

Dettes fiscales prescrites par l'effet rétroactif d'une nouvelle jurisprudence mais ensuite rétablies, en cours d'instance, par une législation rétroactive mais prévisible restaurant la sécurité juridique : *non-violation*

***Vegotex International S.A. c. Belgique* [GC], n° 49812/09, 3 novembre 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 7

NULLUM CRIMEN SINE LEGE

Avis consultatif sur l'applicabilité de la prescription aux poursuites, condamnations et sanctions pour des infractions constitutives, en substance, d'actes de torture

Avis consultatif demandé par la Cour de cassation arménienne [GC], demande n° P16-2021-001, 26 avril 2022

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

Condamnation pour violation d'une interdiction d'entrer et de séjourner dans une zone de conflit déterminée qui, du fait de l'évolution de la situation dans cette zone, avait été levée lorsque l'affaire fut tranchée : *non-violation*

***Mørck Jensen c. Danemark*, n° 60785/19, 18 octobre 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

NULLA POENA SINE LEGE

Avis consultatif sur l'applicabilité de la prescription aux poursuites, condamnations et sanctions pour des infractions constitutives, en substance, d'actes de torture

Avis consultatif demandé par la Cour de cassation arménienne [GC], demande n° P16-2021-001, 26 avril 2022

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

PEINE PLUS FORTE

Conversion d'une peine de réclusion à perpétuité compressible infligée à l'étranger en une peine incompressible après le transfert du condamné vers son pays d'origine, celui-ci ne prévoyant pas de libération conditionnelle pour les condamnés à perpétuité : *violation*

Kupinskyy c. Ukraine, n° 5084/18, 10 novembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 8

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Impossibilité d'obtenir la reconnaissance d'un lien de filiation entre un enfant et l'ancienne compagne de sa mère biologique : *non-violation*

C.E. et autres c. France, nos 29775/18 et 29693/19, 24 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Demandeur d'asile mineur non accompagné placé dans un centre d'accueil pour adultes et n'ayant pas bénéficié des garanties procédurales minimales dans une procédure d'évaluation de l'âge : *violation*

Darboe et Camara c. Italie, n° 5797/17, 21 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Lacunes importantes dans une enquête pénale concernant des allégations de harcèlement sexuel sur le lieu de travail : *violation*

C. c. Roumanie, n° 47358/20, 30 août 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Collecte des données relatives aux pratiques sexuelles d'un donneur du sang potentiel basée sur une spéculation et durée excessive de leur conservation par un établissement public : *violation*

Drelon c. France, n^{os} 3153/16 et 27758/18, 8 septembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Absence d'implication du fils par les médecins dans le processus d'euthanasie de sa mère en l'absence de sa volonté conforme à la loi : *non-violation*

Mortier c. Belgique, n^o 78017/17, 4 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

OBLIGATIONS POSITIVES

Impossibilité d'obtenir la reconnaissance d'un lien de filiation entre un enfant et l'ancienne compagne de sa mère biologique : *non-violation*

C.E. et autres c. France, n^{os} 29775/18 et 29693/19, 24 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Demandeur d'asile mineur non accompagné placé dans un centre d'accueil pour adultes et n'ayant pas bénéficié des garanties procédurales minimales dans une procédure d'évaluation de l'âge : *violation*

Darboe et Camara c. Italie, n^o 5797/17, 21 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Lacunes importantes dans une enquête pénale concernant des allégations de harcèlement sexuel sur le lieu de travail : *violation*

C. c. Roumanie, n^o 47358/20, 30 août 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Absence d'implication du fils par les médecins dans le processus d'euthanasie de sa mère en l'absence de sa volonté conforme à la loi : *non-violation*

Mortier c. Belgique, n^o 78017/17, 4 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 10

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Absence de but légitime à l'action en diffamation dirigée contre un média afin de protéger la « réputation » d'une autorité publique sans lien avec une quelconque activité économique : *violation*

OOO Memo c. Russie, n° 2840/10, 15 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Caractère justifié de la révocation de la licence de radiodiffusion d'une chaîne de télévision à la suite de manquements graves et répétés à l'obligation légale de veiller à l'équilibre et au pluralisme politiques dans les bulletins d'information : *non-violation*

NIT S.R.L. c. République de Moldova [GC], n° 28470/12, 5 avril 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Peine de prison avec sursis pour exhibition sexuelle s'agissant d'une performance militante Femen poitrine dénudée dans une église dénonçant la position de l'Église catholique sur l'avortement : *violation*

Bouton c. France, n° 22636/19, 13 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 11

LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Licenciement d'employés fondé sur leur participation à une grève organisée en dehors d'une action syndicale : *article 11 non applicable ; irrecevable*

Barış et autres c. Turquie (déc.), nos 66828/16 et al., 14 décembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

L'application de la loi sur les agents étrangers à des organisations non gouvernementales et à leurs dirigeants n'était ni prévue par la loi ni nécessaire dans une société démocratique : *violation*

Ecodefence et autres c. Russie, nos 9988/13 et al., 14 juin 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 14

DISCRIMINATION (ARTICLE 8)

Pas de discrimination envers une personne en fauteuil roulant dans l'impossibilité d'accéder à deux bâtiments gérés par l'administration locale, compte tenu des autres mesures importantes prises par cette dernière pour améliorer l'accessibilité : *non-violation*

Arnar Helgi Lárusson c. Islande, n° 23077/19, 31 mai 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Suppression discriminatoire de la rente de conjoint survivant perçue par un veuf qui se consacrait entièrement à ses enfants, une fois la plus jeune devenue majeure, alors que les veuves dans la même situation continuaient à percevoir une telle rente : *violation*

Beeler c. Suisse [GC], n° 78630/12, 11 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Absence d'enquête effective indépendante sur des allégations défendables de contrôle policier au faciès dans un train : *violation*

Basu c. Allemagne, n° 215/19, 18 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Allégations de contrôle policier au faciès dans la rue dûment examinées et jugées infondées par les juridictions administratives : *non-violation*

Muhammad c. Espagne, n° 34085/17, 18 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

DISCRIMINATION (ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1)

Exclusion des périodes de travail accumulées dans d'autres États de l'ex-URSS du calcul des pensions des non-citoyens résidents permanents, non applicable aux citoyens lettons, justifiée par des considérations très fortes : *non-violation*

Savickis et autres c. Lettonie [GC], n° 49270/11, 9 juin 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Avis consultatif relatif à la différence de traitement entre les associations de propriétaires « ayant une existence reconnue à la date de la création d'une association communale de chasse agréée » et les associations de propriétaires créées ultérieurement

**Avis consultatif demandé par le Conseil d'État français [GC],
demande n° P16-2021-002, 13 juillet 2022**

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 34

ENTRAVER L'EXERCICE DU DROIT DE RECOURS

Manquement à l'obligation de se conformer à une mesure provisoire à l'effet de suspendre l'exécution d'une ordonnance de dissolution prise contre une organisation non gouvernementale : *violation*

***Ecodefence et autres c. Russie*, n°s 9988/13 et al., 14 juin 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 46

Article 46 § 4

RECOURS EN MANQUEMENT

Procédure en manquement contre la Türkiye pour non-respect de l'arrêt définitif de la Cour qui demandait explicitement la libération immédiate du requérant : *violation*

***Kavala c. Türkiye* [GC], n° 28749/18, 11 juillet 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 4

LIBERTÉ DE CIRCULATION

Interdiction pour un citoyen danois d'entrer et de séjourner sans autorisation dans une zone où une organisation terroriste était partie à un conflit armé en cours (le district d'al-Raqqa en Syrie) : *non-violation*

***Mørck Jensen c. Danemark*, n° 60785/19, 18 octobre 2022**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 1

SE PORTER CANDIDAT AUX ÉLECTIONS

Avis consultatif concernant l'appréciation de la proportionnalité d'une interdiction générale pour une personne de se porter candidate à une élection après une destitution dans le cadre d'une procédure d'*impeachment*

Avis consultatif demandé par la Cour administrative suprême lituanienne [GC], demande n° P16-2020-002, 8 avril 2022

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 3 DU PROTOCOLE N° 4

ENTRER DANS SON PAYS

Absence d'examen entouré de garanties contre l'arbitraire du refus de rapatrier des nationaux placés en détention avec leurs jeunes enfants dans des camps sous contrôle kurde après la chute de l'« État islamique » : *violation*

H.F. et autres c. France [GC], nos 24384/19 et 44234/20, 14 septembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

PROTOCOLE N° 16

AVIS CONSULTATIFS

Avis consultatif concernant l'appréciation de la proportionnalité d'une interdiction générale pour une personne de se porter candidate à une élection après une destitution dans le cadre d'une procédure d'*impeachment*

Avis consultatif demandé par la Cour administrative suprême lituanienne [GC], demande n° P16-2020-002, 8 avril 2022

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

Avis consultatif sur l'applicabilité de la prescription aux poursuites, condamnations et sanctions pour des infractions constitutives, en substance, d'actes de torture

Avis consultatif demandé par la Cour de cassation arménienne [GC], demande n° P16-2021-001, 26 avril 2022

[Avis](#) | [Résumé juridique](#)

Avis consultatif relatif à la différence de traitement entre les associations de propriétaires « ayant une existence reconnue à la date de la création d'une association communale de chasse agréée » et les associations de propriétaires créées ultérieurement

**Avis consultatif demandé par le Conseil d'État français [GC],
demande n° P16-2021-002, 13 juillet 2022**

[Avis | Résumé juridique](#)

Affaires présentées par État défendeur

ALLEMAGNE

Basu c. Allemagne, n° 215/19,
18 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

BELGIQUE

Mortier c. Belgique, n° 78017/17,
4 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Vegotex International S.A. c. Belgique [GC],
n° 49812/09, 3 novembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

CROATIE

J.I. c. Croatie, n° 35898/16,
8 septembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

DANEMARK

Mørck Jensen c. Danemark, n° 60785/19,
18 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ESPAGNE

Muhammad c. Espagne, n° 34085/17,
18 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

FRANCE

Bouton c. France, n° 22636/19,
13 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

C.E. et autres c. France, n°s 29775/18 et
29693/19, 24 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Drelon c. France, n°s 3153/16 et 27758/18,
8 septembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

H.F. et autres c. France [GC], n°s 24384/19 et
44234/20, 14 septembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

GRÈCE

Safi et autres c. Grèce, n° 5418/15,
7 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ISLANDE

Arnar Helgi Lárusson c. Islande, n° 23077/19,
31 mai 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ITALIE

Darboe et Camara c. Italie, n° 5797/17,
21 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

McCallum c. Italie (déc.) [GC], n° 20863/21,
21 septembre 2022

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

LETTONIE

Savickis et autres c. Lettonie [GC],
n° 49270/11, 9 juin 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

NIT S.R.L. c. République de Moldova [GC],
n° 28470/12, 5 avril 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

PAYS-BAS

De Legé c. Pays-Bas, n° 58342/15
4 octobre 2022 (non définitif)

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

POLOGNE

Grzęda c. Pologne [GC], n° 43572/18,
15 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ROUMANIE

C. c. Roumanie, n° 47358/20, 30 août 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ROYAUME-UNI

Sanchez-Sanchez c. Royaume-Uni [GC],
n° 22854/20, 3 novembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RUSSIE

Ecodefence et autres c. Russie, n°s 9988/13
et al., 14 juin 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Khasanov et Rakhmanov c. Russie [GC],
n°s 28492/15 et 49975/15, 29 avril 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

OOO Memo c. Russie, n° 2840/10, 15 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SUISSE

Beeler c. Suisse [GC], n° 78630/12,
11 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

TÜRKIYE

Barış et autres c. Turquie (déc.), n^{os} 66828/16
et al., 14 décembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Kavala c. Türkiye [GC], n^o 28749/18,
11 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

UKRAINE

Kupinskyy c. Ukraine, n^o 5084/18,
10 novembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Affaires présentées par requérant

A

Arnar Helgi Lárusson c. Islande, n° 23077/19,
31 mai 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

B

Bariş et autres c. Turquie (déc.), n°s 66828/16
et al. 14 décembre 2021

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Basu c. Allemagne, n° 215/19,
18 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Beeler c. Suisse [GC], n° 78630/12,
11 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Bouton c. France, n° 22636/19,
13 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

C

C. c. Roumanie, n° 47358/20, 30 août 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

C.E. et autres c. France, n°s 29775/18 et
29693/19, 24 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

D

Darboe et Camara c. Italie, n° 5797/17,
21 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

De Legé c. Pays-Bas, n° 58342/15
4 octobre 2022 (non définitif)

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Drelon c. France, n°s 3153/16 et 27758/18,
8 septembre 2022 (non définitif)

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

E

Ecodefence et autres c. Russie, n°s 9988/13
et al., 14 juin 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

G

Grzęda c. Pologne [GC], n° 43572/18,
15 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

H

H.F. et autres c. France [GC], n°s 24384/19 et
44234/20, 14 septembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

J

J.I. c. Croatie, n° 35898/16,
8 septembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

K

Kavala c. Türkiye [GC], n° 28749/18,
11 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Khasanov et Rakhmanov c. Russie [GC],
n°s 28492/15 et 49975/15, 29 avril 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Kupinskyy c. Ukraine, n° 5084/18,
10 novembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

M

McCallum c. Italie (déc.) [GC], n° 20863/21,
21 septembre 2022

[Décision](#) | [Résumé juridique](#)

Mørck Jensen c. Danemark, n° 60785/19,
18 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Mortier c. Belgique, n° 78017/17,
4 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Muhammad c. Espagne, n° 34085/17,
18 octobre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

N

NIT S.R.L. c. République de Moldova [GC],
n° 28470/12, 5 avril 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

O

OOO Memo c. Russie, n° 2840/10, 15 mars 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

S

Safi et autres c. Grèce, n° 5418/15,
7 juillet 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Sanchez-Sanchez c. Royaume-Uni [GC],
n° 22854/20, 3 novembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Savickis et autres c. Lettonie [GC],
n° 49270/11, 9 juin 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

V

Vegotex International S.A. c. Belgique [GC],
n° 49812/09, 3 novembre 2022

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)